Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 4

Artikel: Religions et conflits identitaires : à la quête de nouvelles idéologies
Autor: Jakab, Attila
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346882

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Attila Jakab au Forum Sécurité de l'Université Webster, février 2008

Religions et conflits identitaires: à la quête de nouvelles idéologies

Attila Jakab

Public Foundation for European Comparative Minority Research

Après l'effondrement du communisme dans l'Union Soviétique et l'Europe de l'Est nous avons assisté au niveau international à un triple processus: la consolidation d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis, l'effritement des idéologies politiques traditionnelles (voir le communisme de marché en Chine, la politique économique néolibérale de la gauche européenne) et l'émergence de nouvelles idéologies à coloration religieuse (évangélisme, islamisme). Ces dernières doivent être mises en rapport avec la décomposition des structures sociales traditionnelles: églises, partis politiques, famille. Le fait que des Etats nationaux délèguent des compétences et des attributs à des structures supranationales (par exemple UE), régies surtout par des intérêts financiers et économiques, contribue aussi à la polarisation et à la déstructuration des sociétés. Les pertes de repères et la déconstruction savamment orchestrée des identités nationales (sous la couverture de la lutte contre le nationalisme) et/ou des Etats nationaux, établis à la suite de longues luttes et de compromis, ne font qu'exacerber les revendications (voir la Belgique) et poussent les individus confrontés à la solitude sociale à rechercher de nouvelles sociabilités protectrices. Les nouveaux liens sociaux, ils les trouvent souvent (par conversion) dans des communautés religieuses qui déconstruisent et reconstruisent leur identité personnelle et surtout collective. C'est notamment le cas des converti(e)s à l'islam en Europe. Leur identité est désormais définie par leur appartenance confessionnelle, qui signifie aussi une anthropologie et une vision de la société radicalement différentes de celles européennes.

Définition de l'identité

Contrairement à ce que nous pourrions croire, l'identité n'est pas une donnée naturelle immuable. Une définition en soi de l'individu, abstraite de toute filiation et lien social, est pratiquement impossible. L'identité est donc une construction sociale en mouvement, et le rapport entre les différents facteurs qui la construisent est complexe. A partir d'éléments divers – parmi lesquels la mémoire joue un rôle important –, un individu ou un groupe social développe un ensemble de représentations et de sentiments à propos de lui-même; c'est-à-dire construit son identité dans le temps. Différentes groupes peuvent partager un ou plusieurs facteurs (histoire, territoire, alimentation, langue, religion), mais il y a toujours un ou plusieurs facteurs identitaires déterminants de différenciation. Le voisinage ou la cohabitation dans un espace géographique circonscrit, de même que l'histoire commune (ou en interaction) sur une période plus ou moins longue font que les facteurs partagés augmentent en nombre, tandis que les facteurs identitaires de différenciation (langue, religion) acquièrent une importance très accentuée.

Dans cette perspective nous pouvons dire que l'identité est toujours un *qualificatif* (nationale et/ou religieuse). Car se définir, cela se fait en tout temps par rapport à d'autres, à une altérité, à celui qui n'est pas *«moi»* ou qui n'est pas *«comme moi»*. Ce qui veut dire que toute revendication identitaire est aussi une démarcation et une différenciation, y compris territoriale. Plus on est proche ou on partage des choses communes, l'opposition augmente d'autant plus jusqu'à l'irréconciliable. D'où la violence et le jusqu'au-boutisme des guerres civiles idéologiques, dont l'enjeu est aussi et toujours le contrôle d'un territoire bien déterminé.

Franchir le pas et passer de la différenciation à la hiérarchisation n'a jamais été un problème pour aucune des sociétés humaines. Mais l'affirmation de la supériorité du Soi par rapport aux autres – affirmation qui s'est souvent accompagnée de la négation ou de la disqualification/diabolisation de l'Autre – s'est toujours fait par le biais d'une justification juridique, culturelle, religieux. Dans ce domaine, il faut reconnaître que les systèmes socio-politico-religieux élaborés dans le bassin méditerranéen – et fondés sur l'un ou l'autre des trois monothéismes (judaïsme, christianisme, islam) – excellent par leur capacité de structuration idéologique.

Le conflit identitaire

La globalisation – un véritable rouleau compresseur culturel élaboré dans le monde anglo-saxon dominé par la version très matérialiste de l'idéologie calviniste de la prédestination (les élus de Dieu sont riches et biens portants) – multiplie les effets déstructurants de la modernité (nivellement culturel, dissolution de l'identité nationale) et augmente la misère sociale et économique; ce qui fait que l'identité collective nationale, et plus encore celle religieuse (voir notamment les suites de la décomposition de la Yougoslavie, ou encore ceux de la destruction de l'Irak), redeviennent les seuls points stables dans une période de transition d'un monde déroutant et incompréhensible pour beaucoup, où ni les mots ni les choses ne sont plus ceux qu'ils paraissent. D'où la peur existentielle *de* l'inconnu et *pour* le connu qui s'en va. Cette angoisse au niveau des groupes et des sociétés est ressentie comme une menace d'anéantissement.
D'après Pascal Boniface, «les conflits identitaires peuvent être définis non pas seulement comme des conflits de revendication d'un territoire, d'une population, d'une ressource, mais bien plutôt par la perception collective d'une menace. C'est la conscience d'une «victimisation» d'un groupe, c'est-à-dire d'un mode de fonctionnement et d'analyse collective par lequel le groupe est perçu comme une victime. La conviction, consolidée aujourd'hui par les moyens médiatiques qui peuvent relayer les idées dans toutes les couches de la population, que le groupe, dans sa spécificité et dans son ‹essence›, est menacé par un autre, fonde la particularité de ces crises identitaires, qu'elles soient de type confessionnel, de type ethnique ou de type national, voire issues d'un mélange des trois.» [1].

Instrumentalisations réciproques

Aujourd'hui ce qui fonde surtout le conflit identitaire c'est la religion (Balkans, Moyen-Orient, Afrique). Car celle-ci *donne sens* à l'existence et place les êtres humains dans un ordre surnaturel, allant d'une origine mythifiée jusqu'à un avenir conférant le salut (ou la damnation) dans l'au-delà. Étant donné que chaque confession monothéiste se considère comme l'unique détenteur de la Vérité, appelée à sauver l'humanité toute entière (même malgré elle), l'identité religieuse ainsi conçue est non seulement exclusive et totale, mais aussi hiérarchisante (pour ne pas dire discriminante). En réalité, dans la société où règne l'ordre moral d'une religion définie il n'y a pas réellement de la place pour d'autres identités (voir notamment l'Arabie Saoudite ou la Corée du Nord, où le communisme fonctionne comme une véritable religion d'état). L'altérité, exposée à l'arbitraire du pouvoir dans un statut d'infériorité (les chrétiens d'Égypte par exemple), est plus toléré qu'admis. C'est pourquoi le modèle de l'état national sécularisé, pluraliste et démocratique, qui impose la cohabitation des confessions dans un champ socio-politique neutre, et fondé sur l'égalité des statuts et des droits, est de plus en plus contesté dans le monde – et par la mentalité – musulman carrément rejeté, parce qu'impie et contraire à la Loi de Dieu.

1 *Le monde contemporain: grandes lignes de partage*, Paris, 2001, 159-160

Cette contestation est aussi une conséquence du fait que les idéologies politiques se vident pour laisser la place soit aux idées de l'économie néolibérale fonctionnant comme une croyance, soit aux fondamentalismes religieux, soit à un mélange des deux. Car nous ne devons pas oublier que *la religion* – composée de théorie (ce qu'il faut croire) et de pratique (le culte, c'est-à-dire l'organisation et la gestion de l'expression collective et visible de la foi) – c'est aussi *un mode de vie imprégné de morale*. Qui plus est, la religion, en tant que tel, possède un projet de société, qui peut être proposé comme remède et solution à des problèmes socio-économiques générés notamment par la globalisation.
Dans ce sens, nous assistons de plus en plus à une instrumentalisation réciproque du politique et du religieux. Leur point de rencontre se trouve dans l'ordre social envisagé comme ordre moral (et de Dieu), qui est une éthique de vie dominée par la soumission à la volonté divine, avec des règles et des lois claires et universelles, valables en tout temps et en tout lieu, dont des humains – principalement les dirigeants politico-religieux d'une société donnée – se prétendent être les seules interprètes et les seules intermédiaires accrédités par la divinité. Si le monde musulman – soit avec l'islam politique souhaitant conquérir le pouvoir, soit avec les états islamiques régis par la *sharia* (la loi de l'Islam, qui est le fondement même de la législation) – nous offre un exemple claire et sans ambages de l'instrumentalisation politique de la religion, nous pouvons en dire autant des États-Unis du président G. W. Bush (avec les mouvements du protestantisme évangélique) et de l'Union Européenne où des formations politiques et des églises chrétiennes unissent leur force pour promouvoir une identité européenne fondée sur le (judéo-)christianisme dans une Europe largement dominée par l'indifférence religieuse et de plus en plus menacée par un islam intransigeant.

Représentations géopolitiques

Dans cette construction idéologique de l'«Europe chrétienne» une représentation édulcorée et lénifiante de la période carolingienne joue le rôle de modèle géopolitique d'un espace unifié, d'un point de vue politique et idéologique, et qui en plus avait réussi à faire face à la menace islamique. Tout comme dans le monde musulman est assez courante la référence à une sorte d'oumma mythifié où régnait l'ordre et l'harmonie avant l'arrivé des croisés. Dans les deux cas l'identité collective s'articule dans une dimension religieuse, et en plus elle est fortement marquée par la mémoire historique. L'opposition d'antan est donc transposée dans le présent et présentée comme une sorte de continuation par des héritiers qui se réclament d'ancêtres lointains: d'un côté les États-Unis, tandis que de l'autre les diverses organisations de l'islam politique. Leur conflit est non seulement idéologique, mais aussi identitaire, car il s'agit de projets de société très proches et en même temps diamétralement opposés. Ils souhaitent tous que l'ordre moral règne dans la Société, que le Bien et le Mal soient clairement définis et que la législation reflète les préceptes divins révélés dans les Écritures (respectives). Le Mal absolu dans cette opposition c'est toujours l'Autre

qui est disqualifié, voir même rejeté en dehors du champ de l'humanité. Dès lors, tous les actes, y compris les plus inhumains, reçoivent une justification morale et religieuse. Dans une telle représentation géopolitique, structurée par le système religieux, la destruction physique de l'Autre devient même un acte éminemment moral, car obéissant pratiquement à la volonté divine. C'est ce qui justifie notamment les attentats suicide, car l'identité effective des futurs victimes n'a pratiquement aucune importance du moment qu'ils font partie d'une altérité perçue comme différente – ou encore la pratique de la torture dans des zones de non-droits spécialement aménagées.

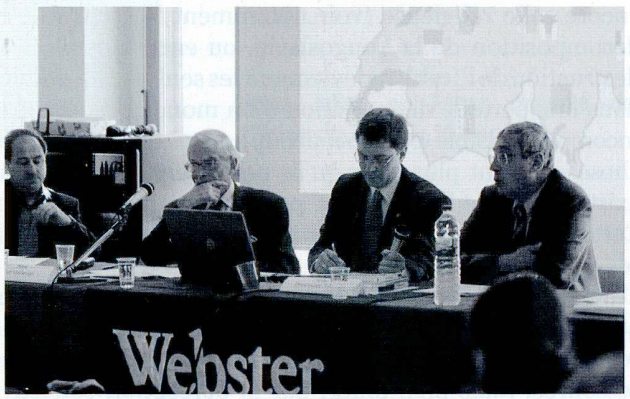
Les risques sécuritaires : vers des conflits communautaires multiples?

Dans cette perspective, l'opposition est quasiment irréconciliable, car les nouvelles idéologies identitaires en face ont des fondements religieux qui sont exclusives, englobantes et s'excluent mutuellement de par leur nature. Ces idéologies créent non seulement de nouveaux liens de sociabilité, mais aussi de nouvelles loyautés et de nouvelles solidarités supranationales; sans rien dire des alliances de circonstance les plus inattendus (par exemple le front commun du Vatican et de l'Iran à la conférence mondiale sur les femmes à Pékin, en 1995).

Au moment où la politique du tout privé vide pratiquement de sens l'état national – qui devient de plus en plus la proie des groupes d'intérêts politico-économiques et se réduit à un instrument de répression et de gestion de la violence légalisée – l'objectif des nouvelles idéologies est la conquête des structures de pouvoir (politique, économique, financière, éducative, médiatique), pour tenter d'imposer non pas la «pensée unique», mais carrément le lavage des cerveaux. Aux États-Unis par exemple plusieurs centaines d'instituts d'enseignement supérieur forment les futurs décideurs dans l'esprit du fondamentalisme évangélique. Parmi les idéologues, les dirigeants et les militant(e)s de l'islam politique (notamment en Europe) beaucoup sont des diplômé(e)s et des universitaires, surtout en sciences de la nature et techniques.

Le trait commun des fondamentalistes est que les préceptes et les exigences religieux ont la primauté sur la législation civile (problème du foulard en France). C'est pourquoi, dans l'état des choses, le XXI[e] siècle risque d'être non pas spirituel, mais entièrement dominé par l'irrationnel et le rejet de la rationalité. Qui plus est, les nouvelles idéologies identitaires à coloration religieuse (voir les récentes guerres dans les Balkans, ou encore la place qu'occupe l'orthodoxie dans l'identité russe post-soviétique et l'islam dans les pays de l'Asie Centrale) comportent en germe la pérennisation de l'état conflictuel d'un côté entre des ordres morales à imposer à la société (et pourquoi pas au monde?), et de l'autre entre des visions religieuses et laïques de l'État. Dans ce sens les fondamentalismes chrétiens et musulmans participent à leur renforcement mutuel en Europe, qui risque de devenir le terrain d'affrontements de deux idéologies rivales – l'évangélisme et l'islamisme –, mais, ensemble, opposées à l'Etat national démocratique, pluraliste, tolérant et sécularisé. Depuis des siècles déjà, l'ordre de Dieu attend sa revanche et des hommes sont prêts à l'instaurer. A tout prix, s'il le faut. Qui plus est, les évolutions socio-politiques leur sont d'autant plus favorables que cet ordre est particulièrement propice aux affaires.

A.J.



Après une introduction des problématiques par le Professeur Gasteyger, le divisionnaire Juilland évoque la structure fédérale de l'armée suisse et les conséquences sur les engagements de l'armée.

Forum Sécurité 2008 : Identité et conflits

Le 25 avril dernier a eu lieu la seconde édition du Forum Sécurité, organisé par l'Université Webster de Genève, en collaboration avec la SVO, la SMG, le CIEG et le GESUG. Cette conférence ouverte au public a réuni des experts suisses et européens pour traiter des conflits internes, identitaires, ethniques et religieux. Les thèmes abordés ont porté sur :

- le nationalisme et l'héritage des Etats-nations : Curt Gasteyger, Dominique Juilland, Mohammad Taghi Hosseini, Sabina Donati ;
- le conflits religieux et ethniques : Attila Jakab, Raymond Sayegh, Claude Rakisits, Otto Hieronymi ;
- les régionalismes et micro-identités, notamment en Europe centrale : Gyula Csurgai, Jubin Goodarzi, Hans-Jacob Reichen, David Wanstall ;
- la privatisation de la sécurité : Alexandre Vautravers, Emmanuel Dupuy, Nathan Park, Norberto Birchler, Stéphane Koch.

Associée à cet événement, la *Revue militaire suisse* propose les actes de cette conférence –en langue anglaise- au prix de souscription de 45 CHF (frais de port inclus). Parution prévue : septembre 2008. Les commandes peuvent être adressées au moyen du bon de commande ci-dessous :

Je commande ..... exemplaire(s) du Forum Sécurité 2008 au prix de souscription de 45 CHF (frais de port inclus)

Date : .....

Lieu : .....

Signature : .....

Bulletin à adresser à : Alexandre Vautravers, Chemin de l'Abbaye 8, 1185 Mont s/ Rolle